La crise profite aux mouvements nationalistes ou « populistes » en Europe

21/11/2011 à 7h00

La crise de la zone euro nourrit les partis populistes qui voient leur base électorale s'élargir et, dans certains pays, menacent la stabilité des gouvernements en place.

Aux Pays-Bas, en Finlande ou en Autriche, le Parti de la liberté (PVV) de Geert Wilders, le mouvement des Finlandais de Timo Soini (ex-Vrais Finlandais) et le Parti de la liberté (FPÖ) de Heinz-Christian Strache mettent en avant le coût des plans de sauvetage de la Grèce ou du Portugal pour réclamer la fin du soutien financier accordé à ces Etats en difficulté voire la sortie de l'euro.

« *Notre argent pour notre peuple* », clament les affiches du FPÖ sur les murs de Vienne et des autres villes d'Autriche.

En France, Marine Le Pen, présidente du Front national qui présente ce samedi son programme pour la présidentielle de 2012, juge que « *l'euro est mort* » et qu'il est indispensable « *d'anticiper sa sortie* ».

Dans « *Populismes, la pente fatale* », le politologue français Dominique Reynié décrit ces mouvements comme une réaction à l'émergence d'un monde dans lequel les Européens voient « *une menace de paupérisation individuelle, de déclassement collectif et de faillite identitaire* ».

L'hostilité à l'immigration, la dénonciation d'élites réputées incompétentes et corrompues, ainsi que le refus de l'Europe et de la mondialisation sont leurs thèmes de prédilection.

Suite et commentaires sur Fortune